

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone +251115- 517700 Fax : +251115- 517844
Website : www.africa-union.org

SC8850

CONSEIL EXÉCUTIF

vingt-deuxième session ordinaire

21 – 25 janvier 2013

Addis-Abeba (ETHIOPIE)

EX.CL/ 781(XXII)

Original: anglais

**RAPPORT SUR L'ELECTION DE CINQ MEMBRES DE LA
COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
DE L'UNION AFRICAINE (AUCIL)**

RAPPORT SUR L'ELECTION DE CINQ MEMBRES DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL DE L'UNION AFRICAINE (AUCIL)

1. La Commission du droit international de l'Union africaine (AUCIL) est établie en vertu de l'article 2 du Statut de la Commission du droit international de l'Union africaine et conformément à l'article 5 (2) de l'Acte constitutif de l'Union africaine.

2. La Commission du droit international de l'Union africaine (AUCIL) est composée de onze (11) membres aux compétences reconnues en droit international, ressortissants d'Etats membres, qui siègent à titre personnel. La Commission du droit international de l'Union africaine (AUCIL) ne doit pas comprendre plus d'un (1) ressortissant du même Etat. La composition de l'AUCIL doit refléter et respecter les principes de la représentation géographique équitable, de la représentation équitable des deux sexes, ainsi que les principaux systèmes juridiques du continent.

3. Il convient de noter qu'il n'y a aucun membre féminin dans la composition actuelle de l'AUCIL. Mme Lilian Bokeeye Mahiri-Zaja du Kenya, seule membre féminin, élue en 2009, a démissionné en avril 2012.

4. L'article 11 du Statut de la Commission du droit international de l'Union africaine (AUCIL) prévoit que les membres de l'AUCIL sont élus par le Conseil exécutif, au scrutin secret, et que l'élection est régie par le Statut de l'AUCIL et le Règlement intérieur du Conseil exécutif.

5. Les élections actuelles concernent l'élection de seulement cinq (5) membres pour un second mandat de cinq (5) ans.

6. Conformément à sa Décision EX.CL/Dec.579(XVII) adoptée lors de sa dix-septième session ordinaire tenue en juillet 2010 à Kampala (Ouganda), le Conseil exécutif a décidé que « *les membres de l'AUCIL soient autorisés à achever leur mandat en tenant compte de la date effective de leur prise de fonctions, à savoir mai 2010* ». Par conséquent, la durée du mandat des membres suivants de l'AUCIL, élus pour un mandat de trois (3) ans par la quinzième session ordinaire du Conseil exécutif tenue en juillet 2009 à Syrte (Libye), arrivera à échéance en mai 2013:

1. M. Rafâa Ben Achour (Tunisie)
2. Mme Lilian Bokeeye MAHIRI-ZAJA (Kenya)
3. M. Kholisani SOLO (Botswana)
4. M. Atanazio Kayata TEMBO (Malawi)

7. Comme déjà indiqué plus haut, Mme Lilian Bokeeye Mahiri-Zaja, représentante du Kenya, a démissionné en avril 2012.

8. En outre, le mandat de M. Bonaventure Mpassi Makenga (R.D. Congo) qui a été élu en juillet 2011 à Malabo (Guinée Équatoriale) pour achever le mandat de son

prédécesseur, M. Nkurunzia DONATIEN (Burundi), qui a démissionné, prendra également fin en mai 2013.

9. Les candidatures reçues par la Commission sont les suivantes:

N°	NOM	PARITE	PAYS	REGION	STATUT
1.	Mr. Rafâa Ben Achour	Mâle	Tunisie	Afrique du Nord	Rééligible
2.	Mr. Souleymane Ould A. Diarra	Mâle	Mauritanie	Afrique du Nord	Nouveau
3.	Mme Amie Joof	Femelle	Gambie	Afrique de l'Ouest	Nouvelle
4.	Mme Juliet Semambo Kalema	Femelle	Ouganda	Afrique de l'Est	Nouvelle
5.	Mr. Daniel Makiesse Mwanawanzambi	Mâle	RDC	Afrique centrale	Rééligible
6.	Mr. Boniface Obinna Okere	Mâle	Nigeria	Afrique de l'Ouest	Nouveau
7.	Mme Naceesay Salla-Wadda	Femelle	Gambie	Afrique de l'Ouest	Nouvelle
8.	Mr. Kholisani Solo	Mâle	Botswana	Afrique australe	Rééligible
9.	Mr. Justice A. K. Tembo	Mâle	Malawi	Afrique australe	Rééligible
10.	Mme Mwangala Frances Zaloumis	Femelle	Zambie	Afrique australe	Nouvelle

10. Le Conseil exécutif, lors de l'élection des nouveaux membres de l'AUCIL, est invité à tenir compte des principes de la représentation géographique équitable et des principaux systèmes juridiques du continent. Une attention particulière devrait être accordée à la parité hommes-femmes.

FORMULAIRE DE DEMANDE

D'EMPLOI AUPRES DE L'UNION AFRICAINE

Poste : Membre de la Commission de l'UA sur le Droit international (CUADI/AUCIL)

1. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

1.1 **Nom :** Rafâa BEN ACHOUR

1.2 **Adresse :** 13 Rue Zine Ben Achour, 2070 La Marsa, Tunisie

1.3 **Adresse Permanente :** 13 Rue Zine Ben Achour, 2070 La Marsa, Tunisie

1.4 **Adresse électronique :** rafaa.benachour@gmail.com

1.5 **Sexe :** Masculin

1.6 **Nationalité :** Tunisienne

1.7 **Date de naissance :** 06/09/1952

2. DIPLÔMES ET CERTIFICATS

2.1 Agrégation en droit public et science politique

2.2 Doctorat d'Etat en droit international public

2.3 DES de science politique

2.4 DES de droit public

2.5 Licence en droit public

3. RESUME DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES/EXPERTISE

3.1 Enseignement du droit international public

3.2 Direction et encadrement de travaux et recherches académiques

3.3 Conseils et assistance juridiques

3.4 Rédaction de textes juridiques

4. RESUME DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

4.1 Professeur des universités de droit public et science politique

4.2 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République tunisienne auprès du Royaume du Maroc.

- 4.3 Ministre délégué auprès du Premier Ministre du gouvernement transitoire.
- 4.4 Conseiller auprès du Premier ministre.
- 4.5 Secrétaire général honoraire de l'Académie internationale de droit constitutionnel.
- 4.6 Conseiller juridique auprès du Ministre de la Recherche scientifique, de la Technologie et du développement des compétences.
- 4.7 Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Éducation chargé de l'innovation pédagogique.
- 4.8 Président de l'Université des sciences, des techniques et de médecine de Tunis.
- 4.9 Conseiller auprès du Ministre de l'Enseignement Supérieur.

5. LISTE des PUBLICATIONS

- 5.1 Voir Annexe

6. LANGUES DE TRAVAIL DE L'UA

- 6.1 Arabe (Excellent. Ecrit et parlé)
- 6.2 Français (Excellent. Ecrit et parlé)
- 6.3 Anglais (Bon parlé et écrit)

7. AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

- 7.1 Consultant auprès de l'UA sur la question de la transformation de la Commission de l'UA en Autorité de l'UA
- 7.2 Professeur invité dans plusieurs universités étrangères
- 7.3 Membre de plusieurs sociétés savantes tunisiennes et étrangères

8. PASSE-TEMPS FAVORIS

- 8.1 Lecture
- 8.2 Cinéma
- 8.3 Sport

9. REpondants

- 9.1 Boutros Boutros-Ghali

Curriculum vitae



1. Nom de famille: OULD ALIOUNE DIARRA
 2. Prénoms: SOULEYMANE
 3. Nom de la Mère : MINT LAFDAL AICHETOU
 4. Date de naissance: 31/12/1961
 5. Nationalité: Mauritanienne
 6. Résidence : Mauritanie,
 Téléphones : 00 222 46 40 70 0 3 / 22 42 40 94,
 E-mail : arbi59@hotmail.fr

7. Formation:

Institution et Date	Diplôme(s) obtenu(s):
Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) [2009 - 2010]	Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées « DESS » en droit des Affaires, avec mention.
Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal): [2008 - 2009]	Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en décentralisation et gestion des collectivités locales, avec mention.
Université de Nouakchott [1983-1987]	DEUG en droit, (Diplôme d'Etudes Universitaires Générales) ; Maîtrise en droit privé.
Lycée National de Nouakchott [1977-1983]	Brevet d'Enseignement Général Bilingue Arabe Français Baccalauréat Lettres Modernes Option Français.

8. Autres Formations:

Institution et Date	Diplômes et Attestation(s) obtenu(s):
Institut Royal de la Magistrature Rabat [2008]	Attestation de Formation sanctionnant le stage pratique de Magistrat.
Séminaire de formation portant sur la réparation des parties civiles victimes du génocide, cas de l'holocauste, Afrique du Sud, répression des événements du Mali [Rwanda 2000]	Attestation de Formation/ASF - Kigali.
Institut International du Droit du Développement IDLO Rome Italie [2005]	Diplôme de Formation des Juristes et Magistrats (Droit du Travail, Droit Pénal, Procédures Pénales, Cour d'Assises, Organisation Judiciaire, Droit de la parité, Propriété Intellectuelle, Droit Civil, etc...).
Séminaire portant sur les référés en justice/IDLO/Nouakchott, droit processuel.	Attestation de Formation.
Plusieurs formations et séminaires	Organisés par le Commissariat aux Droits de

portant sur les droits de l'homme. [2005,2006 et 2008]	l'Homme (Mauritanie).
Commission Nationale des droits de l'homme et Haut-commissariat aux droits de l'Homme Octobre 2011	Séminaire sur l'harmonisation des de la législation nationale avec les conventions internationales des droits de l'homme
Institut International du Droit du Développement IDLO Nouakchott-Mauritanie [2007]	Attestation pour la Formation sur le Référé en justice.
Séminaire organisé par le Ministère de l'Industrie\OAPI	Portant sur la Propriété Industrielle.
Séminaire organisé par le Ministère de l'Industrie\OAPI à Libreville	Portant sur la Propriété Intellectuelle Novembre 2011.
Première Inscription au Doctorat d'Etat Université de Saint-Louis [2010]	Attestation de première inscription au Doctorat d'Etat portant sur l'Adaptation du Droit Pénal Mauritanien aux Infractions Nouvelles sous la direction de Monsieur Samba Traoré, Professeur Agrégé des Facultés.
Seconde Inscription au Doctorat d'Etat Université de Saint-Louis [2011]	Attestation de seconde inscription sous la direction de Monsieur Samba Traoré, Professeur Agrégé des Facultés
Troisième Inscription au Doctorat d'Etat Université de Saint-Louis [2011]	Attestation de Troisième inscription

9. Connaissances linguistiques: (1 - excellent; 2- moyen ; 5 - rudimentaire)

Langue	Lu	Parlé	Ecrit
Français	1	1	1
Arabe	1	1	1
Anglais	2	2	2

10. Autres Connaissances : maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel)

11. Elaboration d'actes de procédures (assignation, conclusion, mémoires, arrêts, jugements, ordonnances judiciaires etc.) relevant des juridictions civiles, commerciales, pénales et administratives.

12. Position actuelle: Premier Substitut du Procureur Général près de la Cour Suprême.

13. Années d'expérience en rapport avec l'objet de l'étude : 24 ans.

14. Qualifications principales : Contentieux pénal (Droit Pénal, Procédure Pénale, Médiation Pénale) ; la cour d'assises, Analyses juridiques et institutionnelles ; conseils juridiques, consultations juridiques, assistance et représentation en justice, le contentieux des obligations et des contrats, contentieux de la propriété intellectuelle, contentieux maritime, organisation judiciaire, procédure civile, conciliation, médiation et arbitrage, droit immobilier, la législation foncière, contentieux administratif.

15. Expériences spécifiques dans la région :

Pays	Date de - Date à
Mauritanie	1988-2010
Rwanda	1999-2000

Mali	1997-1998
Sénégal	

16. Expérience professionnelle :

-Activités professionnelles

1988-1991 : Prestations de serment et inscription au Stage d'avocat : Exercice de la profession au cabinet associé du Professeur Mohamed Mahmoud Ould Mohamed Saleh, Professeur Agrégé des Facultés et Mahfoud Ould Betah ancien bâtonnier.

1991-2005 :

- Exercice de la profession d'avocat au Barreau de Mauritanie et présence effective sur toute l'étendue du territoire national. A ce titre le cabinet avait plaidé et postulé dans de nombreuses affaires relevant de toutes les matières juridiques, Acquisition d'une bonne formation en droit processuel.

- Participation aux procès du génocide au Rwanda.

- Membre de plusieurs Commissions d'élaboration de textes juridique issues des journées de réflexion lors de la période de transition :

- Affiliation à une association professionnelle; Ordre National des Avocats - Antenne des Mineurs - CyberForum de la Société Civile - Avocat Sans Frontières de Mauritanie, Association mauritanienne des droits de l'homme

2005-2006 : Admission au recrutement professionnel de magistrat.

- Conseiller rapporteur à la Cour Suprême :

- Chambres Réunies.

- chambre civile et sociale, conseiller rapporteur dans plusieurs dossiers contentieux relevant de la matière civile et du droit du travail.

- Chambre commerciale : Etudes de plusieurs pourvois en matière commerciale relevant de différentes matières juridiques, élaboration de rapports et rédaction d'arrêts.

- Rapporteur dans de nombreux contentieux en excès de pouvoirs et de plein contentieux.

2007-2010 : - Président de la Chambre Pénale de la Cour d'Appel de Nouakchott dans sa triple composition :

- Criminelle, (Cour d'assises)

- Correctionnelle,

- et celle des mineurs.

Président de la Chambre Civile et sociale par intérim.

- Président de la Chambre Commerciale par intérim : Jugement d'une multitude de dossiers relevant du contentieux des affaires aussi bien en appel que sur renvoi après cassation de la Haute Cour régulatrice.
- Président de la Chambre civile et Sociale par intérim
- Président de la Chambre Administrative.

2010-2011 : Attaché au Cabinet du Ministre de la Justice ; Garde des Sceaux.

-Documents et Travaux

Le sort des dirigeants sociaux en cas de faillite : *Mémoire de Maitrise en Droit Privé*

Le cadre juridique de la gestion de l'eau en Mauritanie : « Mémoire de DEA en droit »

Le rôle du juge dans la liquidation des sociétés commerciales en Mauritanie : Mémoire de DEA en droit.

Le rôle de l'avocat dans la liquidation des sociétés commerciales en Mauritanie : Travaux et recherches universitaires.

La réparation des dommages environnementaux : Travaux et recherches universitaires.

La menace terroriste et les réponses institutionnelles : Travaux et recherches universitaires.

Les infractions transcontinentales au regard du droit criminel mauritanien : Projet de Thèse de doctorat d'état sous la direction du Professeur Samba Traoré, agrégé des facultés Université de Saint-Louis « Sénégal », seconde inscription.

Exploitation de documents et travaux afférents aux crimes de génocide, aux droits de l'Homme, à la parité...

Appréhensions des règles et procédures d'intervention devant la Cour Pénale de Justice (Contribution aux travaux préparatoires d'avocat sans frontières Mauritanie (ASF).

Fait à Nouakchott, le 19/02/2012.

Souleymane Diarra.



AMIE JOOF

Adresse: **240, Rue Martin Luther King, paradis immobilier, Yundum, Gambie**

Égalité entre les sexes : **Femme** ; Nationalité: **Gambie**:

Date de naissance: **25th Janvier 1972**

Courriel : joofa@ymail.com

L'ÉDUCATION ET DES QUALIFICATIONS :

- Août 2012 :* International Law Institute (ILI) Washington Dc
Cour judiciaire et la gestion des cas pour les juges.
- Juin 2010 :* Université de Floride, Gainesville, Floride, USA à assister à la 28^{ème}
PURC programme International de formation Utilitaire et stratégie.
- Janvier 2010 :* Système judiciaire gambien obtention d'un diplôme en droit de la
Sharia
- Novembre 1998 :* Admis au barreau de la Gambie
- Septembre 1997 - Septembre 1998 :* University College London (UCL), UK
LLM en droit Commercial et corporatif
- Novembre 1997 :* Admis au Barreau anglais au Royaume Uni
(Un membre de l'honorable Lincoln Inn)
- Septembre 1993 - Juillet 1996 :* University of Warwick, Coventry, UK
Diplôme de droit LLB (Hon) 2:1
- Septembre 1990 - Juillet 1992 :* Collège de Saint-Bède, Manchester, UK
Deuxieme baccalaureat
- Septembre 1985-Juillet 1990 :* St Joseph High School, Banjul, Gambie
Premier baccalaureat

EMPLOI :

AVRIL 2012, À CE JOUR

- Nommé comme juge de la Cour d'appel de la Gambie pour présider à toutes les Causes d'appel.

AVRIL 2011 À MARS 2012

- Nommé comme juge permanent de la Haute Cour de la République de la Gambie, qui est une Cour de compétence de pleine juridiction. Au titre de juge d'appel de la Cour d'appel de la Gambie.

SEPTEMBRE 2010 À MARS 2011

- Nommé comme *juge de la Cour de justice* de la République de la Gambie dans le cadre du Department for International Development, Royaume-Uni (DEFID, UK) par le

biais de la capacité juridique construction projet Phase II (PMVLC II) pour l'expédition des causes urgents. Mes principales responsabilités étaient à éliminer toutes les causes accumulées en Gambie.

FÉVRIER 2002 À SEPTEMBRE 2010

- Exploité mon propre cabinet et géré des dossiers de contentieux des affaires civiles, finances et transfert bancaire, commercial et résidentiel. A supervisé le déroulement quotidien de mon cabinet et fourni un appui, coaching et formation sur le tas.
- a fourni des conseils juridiques à plusieurs Institutions bancaires, des hôtels, des organisations Non gouvernementales et des organisations de la société civile. Mes services additionnels à ces sociétés et / organisations concernées en les représentant aux réunions, rédaction série d'opinions juridiques, recouvrements de dettes et des litiges fonctionnent ainsi qu'une variété de documents juridiques de la négociation pour eux. En outre, a agir comme conseiller juridique à la Haute Commission britannique en Gambie.
- Gérer une charge de travail varié (p. ex. tous les aspects des enfants, questions de droit, divorce-financière & les questions de propriété, la violence domestique)
- Compétent et a la capacité de rédiger, négocier des contrats d'achat et de contrats et de syndiquer des contrats de prêt. S'acquitter des due diligence conformément à la législation UK, la Gambie et l'International. Vérifier des faits importants et des questions juridiques impliquées, et de donner des conseils concis et précis.
- a fourni des services dans l'interprétation des règles, procédures et application du droit du travail et législation et meilleures pratiques, gestion de cas complexe et mettre au point et la mise en œuvre des contrats de travail. A agir comme un praticien à régler les causes à l'amiable.

DRAMEH D. IDA & ASSOCIATES juillet 1999 - février 2002

- C'est l'un des cabinets le plus important de la Gambie, et en général, fonctionne de l'entreprise et il particulièrement actif dans le travail de banque, d'assurance et maritime. J'ai été active dans les litiges, en particulier de droit Commercial.

SAM H. A. GEORGE & CO. CHAMBERS Oct 1998 - juillet 1999

- Ces cabinets de ce traite une variété de œuvres au niveau local, national et international, mais surtout dans les domaines comme le droit Commercial, contentieux et l'enregistrement des marques de commerce, pour les sociétés étrangères.

THAKUR & ASSOCIATES (UK) nov 1997 - août 1998

- Ce cabinet traite les demandes d'application de l'asile Immigration/question politique, réclamations de blessures corporelles, droit pénal, matrimoniale/Divorce. Fourni des conseils spécialisés sur les questions de droit et de l'immigration familiales et parfois agir comme commis / parajuriste.

MANDER, HADLEY & CO. (procureurs) (UK) fév 1996

- Vis principalement sur des blessures et les réclamations. Domaines de responsabilité compris des recherches juridiques, de préparation de déclarations de témoins et la

participation à une quantité considérable de travail administratif recouvert d'un mélange de la rédaction des actes de procédure, les affidavits et autres documents de la Cour.

BUREAUX D'ÉTUDES:

Octobre 2008 : Désigné comme consultant pour la Gambie à l'égard de l'Afrique des politiques de l'étude de affaires des enfants sur l'harmonisation des lois relatives aux Enfants en Afrique centrale et occidentale de la politique de l'enfant africain Forum à Addis-Abeba, Éthiopie.

Août-septembre 2004 : Conseils financés par le PNUD pour la formation d'un spécialiste de gouvernement local, et cela inclus d'entreprendre une analyse approfondie et de conseiller le Département d'état des terres et du gouvernement Local sur les besoins de formation des élus, du personnel de conseils ainsi que des fonctionnaires du secteur dont les actions sont essentielles pour l'efficacité des interventions locales dans le processus de décentralisation et le réforme de l'administration locale et de concevoir et de présenter toutes les formations appropriés et complets sur décentralisation et gouvernance locale, en soulignant les aspects juridiques et politiques, en vigueur.

Langues : Anglais, Wollof, connaissances de base en langue française.

Affiliation professionnelle : Association internationale des femmes Juges (AIFJ), présidente de la Institut de formation judiciaire (JEI), Conseil national de la loi d'établissement de rapports Agence nationale pour l'aide juridique (NALA), Règlement extrajudiciaire de litiges (ADR), Autorité de régulation des services publics (PURA)

INFORMATIQUE MICROSOFT OFFICE ET/OU MIRCROSOFT WORD/WINDOWS, EXCEL ET POWERPOINT, BASES DE DONNÉES, LES SERVICES INTERNET/INTRANET, BIBLIOTHÈQUE DES SOURCES.

RÉFÉRENCES:

Pa Harry Jammeh
Sous Procureur général
Marina Parade
Banjul, la Gambie
Tél: 220-4229231 ; 220-9864744
Courriel: phjammeh@gmail.com

Ida d. Drameh
Praticienne juridique privée
13A Marina Parade
Banjul, la Gambie
Tél: 220-4228882
Courriel:hemard@qanet.gm

Donald C. Kaye PKF
Bertil Harding Highway
KSMD, le Gmbia
Tel: 220-9917220 ; 220-4414419
Courriel : Donald.kaye@pkf.gm

AMBASSADRICE JULIET SEMAMBO KALEMA

Ministère des Affaires Etrangères, Ouganda

B.P. 7048, Kampala, Ouganda

Tél: 256-414-258782/256-712689992

semambo2010@hotmail.com

QUALIFICATIONS ACADEMIQUES

- 2003** : Diplôme supérieur en Diplomatie et TIC (Université de Malta)
- 2001** : Cours de Printemps de Diplomatie préventive et résolution de conflits au sein des Nations Unies (Ecole des Affaires Internationales et Publiques, Université de Colombie)
- 1999** : Maîtrise es Science en aménagement des biens immobiliers (Université de New York)
- 1983** : Certificat en Français (niveau avancé, Institut d'Administration Publique)
- 1982** : Certificat en Français (Institut d'Administration Publique)
- 1979** : Diplôme de Pratique Juridique (Law Development Center)
- 1974 – 1978** : Licence en droit - LLB (Université de Makerere, Kampala)

EMPLOIS

Mars 2011- Présent

: Ambassadrice et Chef du Service de l'Union Africaine et responsable de tout ce qui relatif à l'UA, y compris les questions juridiques, la paix et la sécurité, les droits de l'homme, les réfugiés, la démocratie et la gouvernance, les questions sociales impliquant les femmes, la jeunesse, les enfants, le travail ; les partenariats, les questions relatives au budget de l'UA et toute autre question relative aux différents organes de l'UA.

Oct 2006 - Mars 2011

: Ambassadrice et 2^e Adjoint Chef de Mission/Chef de la Chancellerie et également Comptable, Ambassade de l'Ouganda, Addis-Ababa.

FONCTIONS : Conseillère juridique de l'Ambassade. Responsable des questions sociales sur les femmes, les genres, les enfants, la jeunesse, le travail, les réfugiés ainsi que des questions juridiques (traités, conventions, les droits de l'homme ainsi que la paix et la sécurité). Responsable également des affaires administratives et financières de l'Ambassade.

Nov. 2004 – Oct. 2006 : Chef du Service d'Europe et responsable des relations bilatérales avec les pays européens ainsi que la Coopération UE-ACP.

July 2001- Nov. 2004 : Chef du Service des Organisations et Traités Multilatéraux au sein du Ministère des Affaires Etrangères, Kampala.

FONCTIONS :

: Conseillère juridique auprès du Ministère des Affaires Etrangères dans les domaines du Droit International, des Droits de l'homme, des Privilèges, des Immunités et d'autres questions juridiques.

: Responsable des négociations, d'élaboration et de révision des traités et accords bilatéraux et multilatéraux ainsi que de leurs entrées en vigueur. Elaboration et révision d'autres instruments

juridiques y compris des communications gouvernementales et des projets de lois destinés à l'Assemblée Nationale. Coordinatrice des affaires de l'OMC et d'autres questions économiques, le désarmement, l'OMPI et des questions sociales. Impliqué dans le développement des politiques en tant que haut responsables de la direction du Ministère.

: Responsable des questions individuelles et des processus juridiques concernant les Ougandais et les Diplomates.

Déc. 2000-Juillet 2001

: Ministre Conseillère/ Mission Permanente de la République Ougandaise aux Nations Unies.

June 1995-Nov. 2000

: Conseillère/Mission Permanente de la République Ougandais aux Nations Unies.

FONCTIONS : Responsable des travaux de la 6^e Commission juridique de l'Assemblée générale des Nations Unies, à savoir, la Lois Internationale du Commerce, la Loi de la Mer, le Comité sur les Chartres, la Commission sur la Loi Internationale ainsi que la négociation de diverse Conventions et Accords. Représentante Ougandaise sur la Commission de pilotage pour la création d'une Cour Pénale Internationale. Egalement responsable des questions relatives aux travaux du Conseil de Sécurité et des Opérations de maintien de paix, les questions de droits de l'homme, les candidatures et des postes vacants au sein du Système des Nations Unies.

: Responsable des questions relatives aux biens immobiliers de la Mission Ougandaise, y compris la coordination avec des locataires et les agents immobiliers, la négociation et l'élaboration de bail, la gestion des biens, etc.

: Conseillère juridique auprès de la Mission, responsable des contrats avec les vendeurs, les fournisseurs et les employés.

1992-1995 : Directrice par intérim du Service juridique du Ministère des Affaires Etrangères.

FONCTIONS:

: Supervision du personnel du Service, élaboration des plans du travail, des devoirs et des délais. Membre de la direction des hauts cadres du Ministère.

: Responsable des questions relatives à la Loi Internationale avec accent spécial sur les travaux de la 6^e Commission Juridique de l'Assemblée Générale de l'ONU. Liaison avec d'autres départements gouvernementaux et les Organisations Internationales dans les domaines de la Loi Internationale et les relations internationales.

: Elaboration et négociation des Traités et Accords multilatéraux et bilatéraux et assurer leurs ratifications.

: Elaboration d'autres instruments juridiques. Création d'un registre pour repérer tous les accords, conventions et traits auxquels le gouvernement était partie, y compris d'autres documents juridiques importants.

: Responsable des questions relatives aux droits de l'homme et à la Loi international ainsi que les questions des genres. Contribution à la préparation et la présentation des rapports sur les droits de l'homme sous des divers instruments internationaux et en réponse aux allégations des violations de ces droits.

: Responsable des affaires consulaires ainsi que des questions relatives à l'immunité et les privilèges. En 1995 j'ai présenté des communications sur ce sujet lors d'un cours d'initiation pour les nouveaux Agents du service extérieur.

: Questions de formation relatives aux bourses d'étude offertes à l'Ouganda, y compris le bien-être des étudiants à l'étranger.

: Conseillère juridique auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

1980 : Conseillère Juridique responsable de la ratification des traités et des affaires consulaires auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale.

1979 : Assistante Juridique auprès de l'Avocat de la Ville de Kampala.

FONCTIONS : Assister l'Avocat de la Ville de Kampala avec la préparation et les poursuites judiciaires des petites causes devant le Tribunal de la Ville de Kampala. Secrétaire de Conseil de la Ville de Kampala et responsable d'autres questions juridiques.

D'AUTRES RÔLES D'EXPERT ET CONSULTATIFS

- . Avocate de la Haute Cour de l'Ouganda.
- . Membre du Comité des Finances de l'Autorité Seabed, 2000-2011.
- . Vice-présidente du Comité Spécial sur la Charte lors de sa Séance d'Avril 2000.
- . Membre du Comité Ougandais sur l'Eligibilité des Réfugiés, 2003-2005
- . Membre de la Commission Ougandaise de rapatriement, 2003-2005
- . Présidente de la Réunion des Experts responsables des déplacements en Afrique, Nov. 2008
- . Membre du Groupe de Travail sur la Révision des Règles et règlements du personnel de l'UA, 2009
- . Présidente de la Réunion d'experts gouvernementaux sur la transformation de la Commission de l'UA à l'UAU,
- . Membre du Conseil National d'Administration pour le Mécanisme Africain de Revue par Paire, 2012

PARTICIPATION AUX CONFERENCES ET SEMINAIRES :

Entre 1985 et 2012, J'ai participé à plusieurs Conférences Internationales y compris, mais pas limitées aux Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine; l'ACHPR; les réunions sur la Loi de la Mer à Jamaïque ; l'Assemblée des Etats Parties à CPI; les Séances de l'Assemblée Générale des Nations Unies ; la Conférence sur la Revue de la Convention sur la Non-Prolifération des Armes Nucléaires à Genève ; la Réunion des Ministres de la Justice au sein du Commonwealth.

LANGUES : Maîtrise parfait d'anglais écrit et parlé; compétence fonctionnelle du français.

COMPETENCE ET TIC : Word, Excel and Power Point

ADHESION

- : Membre du Barreau Ougandais
- : Membre de la Fédération Internationale de Dames Avocats (FIDA, Ouganda)
- : L'Association Africaine de la Loi Internationale et Comparative.
- : Fédération des Femme pour la Paix Mondiale
- : Directrice et membres fondateur d'Opportune, une société d'investissement

REFERENCES

1. **Judge Daniel David Ntanda Nsereko** (Juge, Chambre d'Appel, Tribunal Spécial pour le Liban)
Dokter van der Stamstraat 1.
P.O. Box 115
2260 AC Leidschendam, The Netherlands
Off Tel +31708003550/ Mob +31618503193
Email: nserekod@un.org
2. **Dr. Nansozi Muwanga** (Professeur, Université de Makerere)
Departement de Science Politique et de l' Administration Publique
P.O Box 7062, Kampala
Tel, 256-312281527 /Mobile 256 -772443166
Email : snansozi@hotmail.com
3. Judge Julia Sebutinde
La Court Internationale de Justice
Peace Palace, CARNEGIEPLEIN 2
2517 KJ The Hague, The Netherlands
Off Tel +31703022497 / Mobile +31646333701
Email address. j.sebutinde@icj-cij.org ; juliasebutinde@gmail.com>

FORMULAIRE DE DEMANDE D'EMPLOI AUPRES DE L'UNION AFRICAINE

POSTE : MEMBRE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE SUR LE DROIT INTERNATIONAL

1. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

1.1. Daniel MAKIESSE MWANAWANZAMBI (ex MPASI MAKENGA Bonaventure)

1.2. Académie Diplomatique Congolaise, Place de l'Indépendance n°1, Gombe, Kinshasa, RD Congo

1.3. Avenue By Pass n° 10, Commune de Selembao, Kinshasa, RD Congo

1.4. mmpasi@yahoo.fr

1.5. Masculin

1.6. République Démocratique du Congo

1.7. 12 / 03 / 1969

2. DIPLOMES ET CERTIFICATS

- **Docteur en Droit International Public**
Université Aristote de Thessalonique, Grèce, 2005.
(La contribution de l'OUA dans le règlement des conflits internationaux)
- **Breveté de la Commission de Droit International des Nations Unies**
Office des Nations Unies à Genève, 2005
- **Diplôme de 3^{ème} Cycle DEA en Droit International**
Université Aristote de Thessalonique, Grèce, 1997.
(La délimitation maritime en Droit International de la Mer)
- **Licence en Droit**
Université Aristote de Thessalonique, Grèce, 1995
- **Diplôme de langue grecque moderne**
Université Aristote de Thessalonique, Grèce, 1991.

3. RESUME DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES / EXPERTISE

- Elu Rapporteur Général en Avril 2012
Membre de La Commission de l'union Africaine sur le Droit International
- Elu Commissaire en Juillet 2011
Membre de La Commission de l'union Africaine sur le Droit International

- **Commissaire de la CUADI depuis 2011**
- **Professeur de Droit International.**
Université de Kinshasa, RD Congo
- **Vice-Doyen** à la Faculté de Droit, Université William Booth, Janvier 2011.
- **Doyen** à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politique à l'Université Pédagogique Nationale, janvier 2009.
- **Président de la Conférence Africaine des Doyens et Directeurs des Académies Diplomatiques**, Kinshasa 2009.
- **Président du groupe Afrique à la Conférence Mondiale des Doyens et Directeurs des Académies Diplomatiques**, Vienne 2009.
- **Diplomate depuis 2003.**
- **Directeur de l'Académie Diplomatique Congolaise**, depuis 2009.
- **Chef de Département de Bonne Gouvernance, Défense et Sécurité Commune (D.E.S & Doctorat) Chaire UNESCO / Université de Kinshasa**, Janvier 2003.

4. RESUME DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- **Initiation, négociation et signature des traités internationaux** entre la République Démocratique du Congo et la Russie en matière de coopération scientifique, Moscou 2010.
- **Initiation, négociation et signature des traités internationaux** entre la République Démocratique du Congo et la République Sud-Africaine en matière de coopération scientifique, Kinshasa 2009.
- **Participation à la Session ordinaire de la Commission de Droit des Nations Unies à Genève.**
- **Vice-Doyen** à la Faculté de Droit, Université William Booth, Janvier 2011.
- **Professeur de Droit International.**
Université de Kinshasa
- **Professeur de Droit International (Visiteur).**
Université William Booth, Université Libre de Kinshasa

5. LISTE DES PUBLICATIONS (LE CAS ECHEANT)

- **La Contribution de l'OUA dans le règlement des conflits internationaux,**
Thèse de doctorat en Droit International

Université Aristote de Thessalonique, 2005

- **Droit international Public**, Manuel pour diplomates
Académie Diplomatique Congolaise, Kinshasa RD Congo-2010
- **Droit international Public**, Manuel pour étudiants de Droit
Université William Booth, Kinshasa RD Congo-2018
- **Droit International Humanitaire**, Manuel pour les étudiants des Relations Internationales
Université de Kinshasa, Kinshasa RD Congo-2007
- **Questions spéciales de Droit International**, Manuel pour les doctorants en Droits de l'Homme
Chaire UNESCO, Kinshasa RD Congo-2008
- **Formateur et Editeur**,
Revue «ANALYSIS», Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université Pédagogique Nationale, Kinshasa, 2008 / 2009.

6. LANGUES DE TRAVAIL DE L'UNION AFRICAINE

- Anglais – Français – Portugais

7. AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

- Relations et connaissances avec les juristes internationaux ci-après :
Alain PELET, Yves DAUDET, M-KOSKINIEMI, MOMTAZ, ROZAKIS, SKOURIS, YAMADA, HUGO CAMINOS, ...

8. PASSE-TEMPS FAVORIS

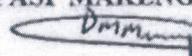
- Lecture – Sports – Photographie

9. REpondants

- **Alexis THAMBWE MWAMBA**
Ministre des Affaires Etrangères de la RD Congo
Kinshasa, RD Congo
Tél. : atm543@thambwe.com / atm543@hotmail.com
- **Hon. Justice Fatsah Ouguergouz**
Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
Arusha, Tanzanie
Tél. : +255 27 205 0111
E-mail : ouguergouz@wxs.nl
- **Labana Lasayy'Abar**
Recteur de l'Université de Kinshasa, RD Congo
Tél. : +243 (0) 81 51 16 185
E-mail : labanafr@yahoo.fr

Fait à Kinshasa, le 22/11/2012

Daniel MAKIESSE MWANAWANZAMBI
(ex MPASI MAKENGA Bonaventure)


Professeur Dr en Droit International

CURRICULUM VITAE

- A.** NOM Boniface Obinna Okere
Age 68 ans
Situation de famille Mariée, avec Quatre Enfants
Sexe Masculin
Nationalité Nigérian
Adresse du contact Faculté de Droit, Université de Nigeria,
Campus d'Enugu
Téléphone Portable 08038912288
Courrier-e okerebo@yahoo.com
- B. ÉDUCATION SECONDAIRE:**
1. Institut Métropolitain, Onitsha, Nigeria: 1956-1960
(Attestation Scolaire de l'Afrique de l'ouest, Division I)
2. Institut de la Conception Immaculée, Enugu, Nigeria: 1961-1962
(Cambridge plus Haut Certificat Scolaire avec Distinction)
- C. ÉDUCATION UNIVERSITAIRE**
1. Université de Logos 1963-1965
2. Université de Nigeria, Nsukka 1965-1967
3. Université de Paris, France 1970-1973
4. Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris 1971-1974
- D. QUALIFICATIONS ACADEMIQUES**
1. Licence de Droit (Honneurs deuxième Classe) 1974
2. Doctorat d'Université de Paris (Mention Très Bien) 1973
- E. QUALIFICATION PROFESSIONNELLE**
Avocat
Solliciteur et Avocat du Tribunal Suprême de Nigeria
- F. BOURSES D'ETUDES ET PRIX**
Carnegie Foundation Award for International Law 1972
- G. ADHESION DE SOCIETES DES ETUDIANTS ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES**
1. Association nigériane de Professeurs de Droit
2. Société nigériane de Droit Internationale
3. Association de Barre Nigérian
- H. EMPLOI A L'UNIVERSITE**
1. Prof, Faculté de Droit
Université de Nigeria, Campus d'Enugu 1976 -1981
2. Prof Supérieur sur Droit Internationale & Jurisprudence
Faculté de Droit, Université de Nigeria 1981-1996
3. Doyen d'Association, Faculté de Droit 1985-1987

- | | |
|--|-----------|
| 4. Chargé Provisoire, Direction de Droit Internationale
& Jurisprudence | 1988-1989 |
| 5. Doyen, Faculté de Droit, UNN | 2000-2010 |
| 6. Chargé, Direction de Droit Internationale
& Jurisprudence | 2005-2010 |
| 7. Prof, Faculté de Droit, UNN
présent | 1996 à |

I. EMPLOI ANTERIEUR

Éditeur associé, AFRICA Journal
(Un Commerce International, Economique et Politique
Publié Mensuellement à Londres) 1974-1976

J. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Cabinet-conseil légal

- i. First Bank (Nigerian) plc.
- ii. Mobile Producing Nigeria Unlimited
- iii. International Committee of the Red Cross

and Activities' (recherche parrainée par le Sénat pour l'Université de Nigeria)
1997.

K. ACTIVITES DE RECHERCHE

1. La Co-ordination des activités des Nations Unies dans le Domaine Economique et Social' (étude spéciale entreprise à l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris)1974.
2. 'Economic Community of West African States (ECOWAS) – organizational Structure and Activities' (recherche parrainée par le Sénat pour l'Université de Nigeria) 1997.

L. Thèses de Doctorat Surveillé et Défendu Avec succès

1. The Rule of Law: The Nigerian Experience - Une Analyse théorique et Utilitaire (Ibekwe. G C. 1995).
2. International Law and the Settlement of African Disputes (Enemo. I.P. 1996).
3. A Comparative Study of Civilian and Military Constitutions and Government in Nigeria. (Lawson, K.I.O, 1999).
4. The Doctrine of Preponderant Force, A Re-evaluation of Current Epistemological Foundation of Constitutional Law (Achara. R.A.C.E, 2001).
5. Justifiability of Treaty Human Rights in Nigerian Courts. (Nweze, CC. 2001).

6. The Law and Problems of Trade Marks in Nigeria. (Iheme- Nwosu, C. 2006).
7. Constitution Making a Developing Society: Nigerian as a Case Study (Onuoha. G.A 2006).
8. Privatization and Deregulation as Impetus for Foreign Investments in Nigeria: A Legal and Socio- Economic Interface (Akpotaire, V.O. 2008).
9. International Trafficking in Human: Legal and Policy Consideration for Nigeria. (Kalu V.E.2008).
10. The Rights of Oil Producing Communities and settlement of disputes. (Danagoga, R,W.2009).
11. Legal Regime for Investments in Petroleum Development in Nigeria: An Appraisal (Nwosu. E. O 2009).
12. Domestic Implementation of International Instruments Protecting Women's Rights in Nigeria. (Ezeilo, J.O.2009).

M. LANGUE PARLEE

Anglais - (Écrit et Parlé)

Français - (Écrit et Parlé)

N. REFERENCES

1. AMBASSADEUR RAPH UWECHUE

Africa House

Ogwashi- Uku, Delta State

08033108763

2. PROFESSEUR BEN NWABUEZE

La Presidence

S/R Conseil Consultatif Présidentiel

Abuja

3. Chef EZE Ozobu

(Ancien Chef Judge, Etat d'Enugu)

No.4 Obah Street

GRA, Enugu

08037508383

CURRICULUM VITAE

NOM: NACEESAY SALLA- WADDA (MRS) (M.R.G)

ADRESSE CORRESPONDANTE: JUDICIARY OF THE GAMBIA, HIGH COURT COMPLEX, INDEPENDENCE DRIVE, BANJUL THE GAMBIA

ADRESSE PERMANENTE: 4 OXFORD STREET, BANJUL THE GAMBIA

EMAIL: sallawadda@hotmail.com

SEXE: FEMME

NATIONALITE: GAMBIENE

DATE DE NAISSANCE: 27TH OCTOBRE 1971

EDUCATION:

- 1- GAMBIA HIGH SCHOOL : G.C.S.E ORDINARY LEVEL, 1990
DIVISION ONE: AGGREGATE 18.
- 2- GAMBIA HIGH SCHOOL: G.C.S.E ADVANCED LEVEL 1992
THREE 'A' LEVELS 1992
- 3- ANGLIA POLYTECHNIC UNIVERSITY – ESSEX (U.K.) - LLB HONS
(JULIET 1997).
- 4- SIERRA LEONE LAW SCHOOL – B.L. (HONS) – (JULIET 1999).
- 5- Admis au Barreau de la Gambie le 22 décembre 1999
- 6- LONDON METROPOLITAN UNIVERSITY - LONDON (UK) –LLM
(MERIT) EN DROITS DE L'HOMME.

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES

Procureur spécialisé dans le droit pénal et les poursuites et les litiges d'affaires très médiatisées pénales relatives aux délits d'homicides, les crimes économiques et financiers et des crimes transactionnels, les stupéfiants et infractions liées aux drogues, les infractions liées à la traite des enfants et d'autres infractions connexes à tous les niveaux au Bureau du Procureur général et du ministère de la Justice, Avocat Publique d'État, Procureur Principal, Procureur et Directeur Adjoint des Poursuites Pénales (DAPP).

En outre, j'ai été conseiller juridique auprès du Gouvernement de la Gambie sur Bureaux divers tels que Bureau de la femme. Travaillé avec des collègues d'autres sur la préparation des instruments de ratification du Statut de Rome créant la Cour pénale internationale (CPI) et a participé à la première Assemblée des États parties à la Cour pénale internationale tenue au siège des Nations Unies à New York (États-Unis) entre le 3 et le 10 Septembre, 2002.

Desk officer responsable de la Cour pénale internationale / Assemblée des États parties - (ICC / ASP) à La Haye, Pays-Bas et l'autre Tribunaux ad hoc tels que le (TPIR) - LE TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA;. (TPIY) - LE TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR L'EX-YUGODLAVIA; LE TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LA SIERRA LEONE. LE TRIBUNAL SPÉCIAL POUR L'IRAQ.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE:

1. **Décembre 1992 À Septembre 1994:** COMMIS JURIDIQUE Chambers Le procureur général, ministère de la Justice.

2. **Novembre 1997 to Septembre 1998:** a travaillé comme Procureur près la CHAMBRE CRIMINELLE du même ministère.

3. **Décembre 1999 à 2001:** Conseiller d'Etat désigné.

4. **Janvier 2002 à Décembre, 2003** - Promu au poste de Haut Procureur de la République.

5. **Janvier 2004 à Avril 2005** - Promu au poste de Procureur Principal.

6. **Avril 2005 à Décembre, 2005** - Promu au poste de Directeur Adjoint des Poursuites Pénales(DAPP)

7. **Décembre 2005 à Septembre 2006:** - Nommé par intérim AVOCAT GÉNÉRAL ET SECRÉTAIRE JURIDIQUE.

8. **Septembre 2006 à Septembre 2007** - a obtenu un bourse Chevening du British Council à travers le (DFID) de poursuivre une année (LLM) Programme de droits de l'homme à l'Université de Londres au Royaume-Uni METROPOLITAN.

9. **Octobre 2007 to Janvier 2011** - Nommé un juge de la Haute Cour et a servi dans plusieurs divisions de la Haute Cour, comme dans la CHAMBRE CRIMINELLE, DIVISION DE LA FAMILLE & Divers, Brikama et la Division COMMERCIALE.

10. **Janvier 2011 à ce jour** - nommé juge d'appel à la Cour d'appel de Gambie.

11. **Avril 2010** - décerné une médaille d'honneur, le MRG (membre de la République de la Gambie) par Son Excellence, le Président de la République de Gambie, Cheikh Professeur Alhajie, Dr. Yahya AJJ Jammeh lors de la cérémonie d'investiture marquant la Journée de la République La Gambie, en reconnaissance des services inestimables rendu au secteur juridique pour une période de vingt (20) ans en Gambie.

LANGUES

Lire, écrit et parle couramment l'anglais

PUBLICATIONS

Co auteur du livre sur les préliminaire des procédures pénales en Gambie avec l'hon. Justice EA Agim (immédiate juge en chef de la Gambie et le Dr Henry DR Carrol.

LOISIRS

Mes hobbies sont la lecture, aller en promenade, Conduire et la poursuite des intérêts de carrière

ABITRES:

1. Hon. Justice E.A. Agim ORG
Former Chief Justice of the Gambia
Office of the Chief Justice
Independence Drive
Banjul
The Gambia
2. Hon. Lamin A.M.S Jobarteh
Attorney General & Ministry of Justice
Attorney General's Chambers and Ministry of Justice
Marina Parade
Banjul
The Gambia
3. Dr. Alan Haworth
Acting Head of the Human Rights Program
London metropolitan University
Department of Law, Governance and International Relations (LGIR)
North Campus, Ladbroke House
London, England

CURRICULUM VITAE

1. DONNEES PERSONNELLES

- 1.1 Nom: Kholisani solo
- 1.2 Adresse permanente:
B.P F13
Francistown (Botswana)
- 1.3 E-mail: kholisanisolo@yahoo.co.uk

ksolo@gov.bw

Tel: 002672412747/7606688

- 1.4 Sexe: Masculin
- 1.5 Nationalité: Botswanaise
- 1.6 Date de naissance: 24 avril 1961

2. QUALIFICATIONS

1. Maitrise ès Lettres, Politiques du travail et mondialisation, 2006
Berlin School of Economics, Berlin (Allemagne)
2. Diplôme du Centre de formation de l'Organisation internationale du Travail, Turin (Italie), 2004
3. Université du Cap-Doctorat en Droit -2000
4. Université de Londres-Maitrise en Droit 1990
5. Université du Botswana-Licence en Droit -1985
6. Certificat de l'Académie de Droit international de la Haye -Séminaire de Windhoek (Namibie), octobre 1999
7. Certificat en gestion internationale de la dette de l'Institut de Formation et de Recherche des Nations Unies- UNITAR -Lusaka (Zambie), 1995

3. Domaines de compétence

1. **Stage: Organisation internationale du Travail –OIT**
Section en charge des normes de sécurité sociale, Genève (Suisse),
du 15 février au 31 mars 2006
2. **Consultant pour les Syndicats nationaux et la Fédération nationale en charge des questions liées au Droit du travail international et au Droit de la sécurité sociale**
3. **Vice-président et membre du Conseil d'Administration de Masiela,**
nommé par le Ministre du gouvernement local depuis septembre 2007-2011

4. **Membre du Conseil consultatif de la Faculté Ba,** Université Isago, Gaborone (Botswana,) de 2008 à 2011
5. **Membre du Conseil consultatif de la Faculté de Droit,** Gaborone (Botswana), de 2009 à ce jour
6. **Chef du Département de Droit, Faculté de Droit, Université du Botswana,** Gaborone (Botswana) de 2008 à 2010
7. **Professeur agrégé de Droit, Faculté de Droit,** Université du Botswana-juin 2011.
8. **Membre de la Commission de l'Union africaine sur le Droit international,** élu lors des élections organisées par le Conseil exécutif de l'Union africaine au cours de sa quinzième session ordinaire qui a eu lieu du 28 au 30 juin 2009. La décision du Conseil a été approuvée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement lors de la treizième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine qui s'est tenue du 1^{er} au 3 juillet 2009. Le mandat est d'une durée de trois ans.
9. **Juge à la Haute Cour de la République du Botswana- 2010 à ce jour**
10. **Président du Fonds d'Affectation spéciale Masiela - 2010-2011**

4. **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE**

- a- Magistrat à la Cour du Botswana
- b- Coordinateur- adjoint du Cabinet d'Avocats et experts en Droit international de l'Université du Botswana
- c- Stage : Organisation internationale du Travail- OIT, Section en charge des normes sociales, Genève (Suisse), 15 février-31 mars 2006
- d- Consultant pour les syndicats nationaux et les fédérations nationales en charge des questions de Droit du travail international et de Droit de la sécurité sociale
- e- Membre de la Commission de l'Union africaine sur le Droit international- 3 juillet 2009 à ce jour

A pris part aux sessions de la Commission de l'Union africaine ci-après :

- Première session ordinaire de la Commission de l'Union africaine
- Deuxième session ordinaire de la Commission de l'Union africaine
- Troisième session ordinaire de la Commission de l'Union africaine
- Quatrième session ordinaire de la Commission de l'Union africaine
- Cinquième session ordinaire de la Commission de l'Union africaine

- f- Directeur de la Faculté de Droit de l'Université du Botswana, chargé du Droit international et de tous les programmes académiques enseignés à l'Université du Botswana
- g- Juge à la Haute Cour de la République du Botswana, de 2010 à ce jour

5. PUBLICATIONS

1. Solo K. : Sécurité de l'emploi dans la fonction publique au Botswana Lambert Academic Publishing, Cologne (Allemagne), 2009, 224 pages
2. Solo K, Ntseane D: Droit de la Sécurité sociale, Encyclopédie internationale de Droit, Kluwer Law International, Pays-Bas. Suppl 64 septembre 2008, pages 1-76
3. Solo K, Ntseane D. : Sécurité sociale et protection sociale au Botswana, 2007
Bay Publishing House, Gaborone (Botswana), 140 pages
4. Solo K. Nsereko D. : Ethique juridique au Botswana- Mémoires et Documents, 2004, Impression House, Gaborone (Botswana), 448 pages
5. Solo K : Droit de la preuve au Botswana, Mémoires et Documents, 1994

6. LOISIRS

- Lecture et écriture

7. Références

- Président de la Haute Cour du Botswana
BP 01
Lobatse (Botswana)
Tél: 00 267-5338 007
E-mail: mdibotelogb.bw
- M. le Juge Mpaphi Phumaphi
BP F13, Haute Cour de Justice du Botswana
Francistown
(Botswana)
Tel: 00267-2416282
E-mail: mphumaphi@gov.bw
- Professeur Ntanda Nsereko
Juge à la Cour pénale internationale de la Haye (Pays-Bas)

CURRICULUM VITAE

POSTE : MEMBRE DE LA COMMISSION SUR LA LOI INTERNATIONALE DE L'UNION AFRICAINE

1. Coordonnées

- | | |
|--------------------------------|---|
| 1.1. Nom et prénoms | ZALOUMIS Frances Mwangala |
| 1.2. Date de naissance | 23.05.1947 |
| 1.3. Situation de famille | Mariée |
| 1.4. Personnes à charge | Conjoint : M.S.J. ZALOUMIS
Allan ZALOUMIS et Ifunga MUKELABAI |
| 1.5. Lieu et pays de naissance | Kitwe, Zambie |
| 1.6. Adresse actuelle | P.O. Box 39538, Lusaka , Zambia

Tel : +260 211840717

Fax : +260 211294341 |
| 1.7. Adresse permanente | Voir ci-dessus |

2. Diplômes

- (i) Certificat de Règlement et stratégie de service public – University of Florida
Gainesville, Florida, Etats-Unis (4 mois)
- (ii) Certificat de Négociation de contrats et d'obtention de projets – Institut de droit international,
Washington, Etats-Unis (6 mois)
- (iii) Diplôme de gestion du personnel
- (iv) Diplôme d'études sociales – Université de Zambie (UNZA), Londres, R.U. (6 months)
- (v) Licence de droit – Université de Zambie (UNZA – 4 ans)

3. Compétences professionnelles

- (i) Avocate auprès de la Cour suprême – décembre 1990

4. Expertise

Beaucoup d'expérience en libertés civiles, processus constitutionnel électoral, instruments commerciaux et juridiques, liquidation et placement sous administration judiciaire, négociation de contrats, études, tâches du secrétariat d'entreprise, administration des ressources humaines, obtention et exécution de projets. Initiation à l'informatique (Microsoft Windows).

5. Postes occupés

- (i) De 1998 à ce jour, Associée principale et Directrice du cabinet: Dove Chambers, Lusaka, Zambia

Expertise en systèmes et études électoraux, représentation pour des cas de code civil et pénal, rédaction d'actes translatifs - baux, accords, etc., négociation de contrats et obtention de projets, préparation et expertise d'accords de développement, représentation en matière de justice et de développement des Femmes, administration de succession au profit des veuves et des orphelins, gratuité de services en matière des droits de l'homme et de justice des femmes.

- (ii) D'avril 2012 à ce jour, Membre du Comité technique des 15 experts nommés par le Président de la République pour rédiger la Constitution de la République ;
- (iii) 2007-2010, Porte-parole et membre (à temps plein) de la Conférence nationale constitutionnelle en vue de la rédaction de la Constitution Zambienne.
- (iv) Présidente du Comité technique de réforme électorale (ERTC) (pour une période de 3 ans)
- Ce Comité comprenait 27 professionnels en provenance des ONG, des organismes principaux représentant les Eglises, et du Gouvernement. Il s'agissait des maîtres assistants de l'Université, des chefs des ONG, des experts des médias, des éminents avocats, des fonctionnaires supérieurs de l'Administration, des fonctionnaires supérieurs retraités, des secrétaires de mairie des conseils municipaux et de villes.

En tant que Présidente du comité technique, je devais m'assurer que le cadre juridique du processus électoral proposé soit rédigé en projet de loi à présenter au Parlement en vue de son adoption comme amendement constitutionnel.

Il s'agissait de réexaminer, d'analyser, d'évaluer le système électoral de Zambie et de formuler des recommandations concernant les modifications nécessaires à y apporter en vue d'assurer que l'élection présidentielle, législative et des autorités locales se déroule de façon démocratique. Tout était sous mon contrôle. De plus, j'étais également responsable de la gestion financière, de l'administration et de la gestion générale.

De surcroît,

- je m'assurais que les opérations du secrétariat composé de douze personnes et de cinq chercheurs se déroulent dans des meilleures conditions. Leur mandat était d'apporter leur soutien au Comité technique.
- Je me suis livrée à un travail de propagande auprès de tous les partis politiques enregistrés, ce qui a abouti à la participation active des 73 députés au processus de réformes, par des soumissions orales et écrites adressées au Comité technique par leur comité exécutif respectif.
- J'ai également effectué des visites auprès de la communauté internationale en vue d'obtenir son soutien financier et son acceptation du processus, ce qui a permis au gouvernement de bénéficier du soutien.

(v) 2003 – juillet 2007, Présidente, Commission de régulation de l'énergie (ERB)

Dans ce cadre, ma responsabilité principale est d'assurer que le secteur énergétique de Zambie est régulé de façon transparente et efficace en vue de sauvegarder les intérêts du public;

- En tant que Présidente de l'ERB, j'ai facilité la libéralisation du secteur pétrolier en permettant aux sociétés impliquées dans la commercialisation du pétrole ayant la capacité de fournir du carburant sur le marché. Avant il n'y avait qu'une seule source où s'alimentaient toutes les autres sociétés. Cette nouvelle approche a été adoptée pour faire face aux pénuries de carburant en Zambie.
- Etablissement d'un fonds de stabilisation du carburant dans le pays pour atténuer son prix sur le marché local à cause des coûts élevés du pétrole brut sur le marché international, et la loi portant sur la régulation de l'énergie a été modifiée en conséquence.
- Recommandation au Gouvernement d'introduire des réserves stratégiques des produits pétroliers. Cet effort a été très loué, et depuis lors la Commission a mis en oeuvre la collecte des fonds pour des réserves stratégiques.

(vi) 2000 – 2002, Présidente adjointe, Dialogue inter-parti

Elue Présidente adjointe par les partis de l'opposition pour présider les réunions entre les partis de l'opposition et celui au pouvoir dans le cadre du dialogue inter-parti dans le pays, j'ai eu l'occasion de les co-présider avec l'actuel Président de la République, M. Michal Sata, qui représentait alors le pouvoir.

Au cours de cette période, j'ai co-présidé les réunions avec le Président de la République, M. F.T.J. Chiluba. J'ai été à la tête du groupe de 7 membres de l'opposition, et les points suivants ont été réalisés :

- Les frais de participation à l'élection locale ont été réduits de 50% pour permettre à un grand nombre de candidats d'y participer;
- Au niveau local, les chefs des établissements scolaires, les dirigeants des églises reconnues, etc. ont été permis de recevoir les déclarations sous serment, en plus des officiers ayant qualité pour les recevoir ;
- La libération des dirigeants politiques accusés de trahison a été négociée comme condition de poursuite du dialogue inter-parti.

(vii) 1995 – 2000, Conseillère juridique et politique du Premier Président de Zambie, le Dr Kenneth David Kaunda, et Secrétaire des affaires juridiques, politiques et parlementaires du Parti national uni d'indépendance (UNIP).

- Chargée des affaires juridiques du 1er Président : représentation juridique aux niveaux local et international; avocate principale de la défense concernant les affaires politiques et de trahison du Président.

(viii) 1990 – 1994, Conseillère juridique de Zambia Consolidated Copper Mines (ZCCM), la plus grande société minière de Zambie.

- Chargée de la représentation juridique de la ZCCM devant la cour et en dehors de la cour. Préparation des instruments commerciaux et juridiques, des baux, des licences et des actes translatifs. Préparation des avis juridiques du Conseil d'administration

6. REFERENCES

1. Hon. Acting Chief Justice Madam Lombe P. CHIBESAKUNDA
Supreme Court
P.O. Box 50067
LUSAKA
Email : rosisya@yahoo.com
Tel : +260 211 251743
2. Judge Matthews NGULUBE
Ancien Président du Pouvoir Judiciaire
P.O. Box 50031
LUSAKA
Email : mathewngulube@yahoo.com
Tel : +260 211 977 787876
LUSAKA
3. Hon. Winter KABIMBA MP
Minister of Justice, Ministry of Justice
P.O. Box 50106
LUSAKA
Email : winkawimba@microlink.zm
Tel : +260 211 253509

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

2013

Rapport sur l'Election de Cinq Membres de la Commission du Droit International de l'Union Africaine (AUCIL)

Union Africaine

Union Africaine

<http://archives.au.int/handle/123456789/3324>

Downloaded from African Union Common Repository